

PRÉFACE

Le livre de Gilles Ardinat, qui a connu un succès mérité, est aujourd'hui réédité. Que son auteur ait demandé à celui de *La Mondialisation* d'écrire une préface peut apparaître un paradoxe. Mais ce paradoxe n'existe que dans des lectures sommaires. Il y a une profonde logique qui sous-tend l'écriture de ces deux livres et qui les rapproche.

Gilles Ardinat écrit de manière claire et pédagogique un livre décrivant la mondialisation, et il faut l'en remercier. Trop d'écrits se situent dans une dimension idéologique, soit pour vanter les mérites de cette mondialisation, soit pour la vouer aux gémonies. Ardinat commence par nous rappeler qu'il s'agit d'un phénomène complexe, qui ne se laisse pas saisir simplement. Il nous rappelle aussi qu'il s'agit d'un phénomène relativement ancien. Le glissement des « *économies-mondes* » qu'étudia Fernand Braudel, à une économie globale se déroule à l'échelle de plusieurs siècles. Rien ne prouve que ce phénomène soit achevé d'ailleurs, et l'on discerne tout à la fois les tendances et les contre-tendances qui caractérisent ce processus. L'extension du capitalisme à l'échelle de la planète, qui est véritablement le moteur de ce que l'on nomme la « mondialisation » se fait de concert avec la diversification sans cesse croissante de ce capitalisme. Cela pose le problème d'une définition du capitalisme, problème qui fut soulevé à propos de la nature de l'URSS, et qui retrouve aujourd'hui une étonnante actualité¹.

1. Sapir J., « Le débat sur la nature de l'URSS : lecture rétrospective d'un débat qui ne fut pas sans conséquences », in R. Motamed-Nejad, (éd.), *URSS et Russie – Rupture historique et continuité économique*, PUF, Paris, 1997, p. 81-115.

Si l'on peut considérer qu'une économie caractérisée par les deux séparations fondamentales, celle entre le travail et le capital et celle entre producteurs et consommateurs, s'est étendue à la terre entière, on doit simultanément constater que les formes prises par ce capitalisme, les modèles et les sous-modèles, divergent de plus en plus¹. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il avait déjà été noté au xx^e siècle à propos de la question du « rattrapage » économique². De nombreux travaux avaient alors insisté sur la nature spécifique du capitalisme japonais, qui inspira largement ce qui apparaît aujourd'hui comme un « modèle » d'Extrême-Orient³. L'extension du capitalisme est aussi le processus de sa diversification. Ceci a une traduction géopolitique importante : l'émergence chaque jour plus évidente d'un monde multipolaire, qui s'avère de plus en plus rétive aux normes et aux règles issues de la vieille Europe et du bassin Atlantique. En réalité, plus le processus de « mondialisation » semble progresser et plus on voit les Nations aujourd'hui s'affirmer⁴.

Mais, la mondialisation n'est pas qu'un processus économique. Il y a aussi une dimension culturelle et informationnelle qui est extrêmement importante, et qui est bien rendue dans le livre de Gilles

-
1. Sapir J., «Le capitalisme au regard de l'autre», in B. Chavance, E. Magnin, R. Motamed-Nejad et J. Sapir, (edits.), *Capitalisme et Socialisme en Perspective*, La Découverte, Paris, 1999, p. 185-216. Idem), «La voie du succès économique : concurrence entre diverses approches et leurs implications normatives», in A. November (ed.), *Du socialisme à l'économie de marché – errances de la transition*, cahiers de l'IUED n° 12, PUF, Paris, 2001, p. 153-186.
 2. Gerschenkron A., *Economic Backwardness in Historical perspective*, The Belknap press of Harvard University Press, Cambridge, (Mass.), 1962.
 3. Rosovsky H., *Capital Formation in Japan : 1898-1940*, Glencoe Free Press, New York, 1961, B.K. Marshall, *Capitalism and Nationalism in Pre-War Japan. The Ideology of the Business Elite, 1868-1941*, Stanford University press, Syanford, (Ca.), 1967, E.H. Norman, *Japan's Emergence as a Modern State : Political and Economic Problems of the Meiji Period*, Institute of Pacific Relations, New York, (NY.), 1940, M.Y.Yoshino, *Japan's Managerial System : Tradition and Innovation*, MIT Press, Cambridge, (Mass.), 1968
 4. Sapir J., *Le Nouveau xxi^e siècle*, le Seuil, Paris, 2008.

Ardinat. Cela pose aussi le problème des religions, qui se heurtent d'autant plus brutalement que les systèmes informationnels modernes mettent brutalement en concurrence les systèmes de valeurs. La fin du xx^e siècle et le début du xxi^e ont été marqués, on l'a beaucoup dit, par une remontée de ce que l'on croit être un sentiment religieux, y compris dans des formes extrêmes (l'intégrisme) que l'on retrouve dans les principales religions. Mais, ce « retour du religieux » est un phénomène profondément contradictoire. Il y a d'un côté la volonté – respectable – de trouver un sens dans notre destin. Le retour du religieux se vit ici comme une aventure personnelle. Mais il y a aussi, et il ne faut pas le nier, la dimension d'imposer ses valeurs individuelles à l'ensemble de la société. C'est le début de l'intégrisme, bien représenté dans l'ensemble des religions. Les valeurs que l'on prétend alors porter sont en conflit direct avec les comportements des personnes qui les portent. Les intégristes de toute obéissance donnent une image haïssable des valeurs qu'ils prétendent porter. À chaque acte de ségrégation, à chaque acte d'intolérance, à chaque bombe, à chaque acte terroriste, c'est bien le contraire des valeurs des religions qui est mis en avant. On peut aussi relier ces phénomènes au processus de la mondialisation. Ils sont des réactions violentes aux désordres, tant matériels que spirituels, qu'induit cette dernière.

On a alors tendance à penser, en ces temps que l'on veut « mondialisés », que l'économie l'emporte sur le politique. Les relations économiques, ces relations « de marché », se substitueraient aux relations faisant la trame de la société. Il ne saurait y avoir de plus profonde erreur. En fait, si l'économie semble se développer par elle-même et requérir de moins en moins d'interventions discrétionnaires de l'État, c'est bien parce qu'existent des institutions – et les marchés organisés *sont* des institutions – qui permettent et assurent, du moins en temps normal un fonctionnement en apparence automatique de l'économie. On comprend le pourquoi, et la force, de l'image de la « main invisible », mais derrière cette apparence il y a la main très visible à la fois des institutions, qui assurent le cadre de développement de l'économie, et

des firmes (et de leurs dirigeants¹) qui utilisent ces cadres, mais qui les déforment et les mettent en crise aussi. Que survienne une crise et tout ce beau monde revient bruyamment vers l'État, adorant à l'instant ce qu'il avait brûlé antérieurement².

En fait, ces acteurs redécouvrent le *Paradoxe de Shackle*³ : la décentralisation de la décision induit l'incertitude endogène, mais cette dernière devrait logiquement paralyser la décision des acteurs décentralisés. C'est le point de départ commun à divers courants, même si les réponses qui sont fournies sont susceptibles d'être différentes. Il peut être compris comme une injonction à penser les systèmes institutionnels du point de vue de leur plus ou moins grande capacité à contenir les effets de l'incertitude sur les capacités décisionnelles des agents. En réalité, on ne peut se passer de l'État, pris ici dans le sens d'une organisation politique légitime de la société, dans une économie qui est certes décentralisée, autrement dit où les actions sont initiées sans liens préalables entre elles, mais qui est soumise au principe d'incertitude radicale.

Ce retour du politique est aussi un retour de la souveraineté et de la légitimité. Construire la légitimité revient à mobiliser dans le système des croyances qui régit une société des règles symboliques, des figures et des mythes, qui entérineront ce qui a été construit par d'autres moyens, et par la force en particulier :

«À l'intérieur du politico-religieux, ce ne sont pas les rapports entre les hommes et les dieux qui ont en tant que tels la capacité d'imposer un ordre politique. Un territoire doit être conquis par la force des

-
1. Chandler A.D., *The Visible Hand – The Managerial Revolution in American Business*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1977.
 2. Voir Lordon F., *La Malfaçon – Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2014.
 3. Shackle G.L.S., *Decision, Order and Time in Human Affairs*, Cambridge University Press, Cambridge, 2^e édition, 1969.

armes ou hérité d'ancêtres. Ses frontières doivent être connues sinon reconnues des sociétés voisines qui occupent et exploitent des espaces proches. Dans tous les cas un territoire doit être défendu par la force : force des armes, mais aussi celle des puissances invisibles que les rites qui préparent une guerre ou l'accompagnent sollicitent pour affaiblir les ennemis et soutenir les guerriers. C'est donc seulement quand certains éléments d'une religion sont mobilisés, utilisés pour établir et maintenir la souveraineté d'un ensemble de groupes sur un territoire et ses ressources que se trouve vérifiée l'hypothèse que les rapports politico-religieux ont capacité de fabriquer une société¹. »

Le problème était simple tant que l'on était en présence d'une seule religion (ou d'une religion largement dominante) pour chaque société. Mais, l'hétérogénéité religieuse nous a obligé à penser le symbolique sans référence à une religion précise, voire sans référence à une religion du tout.

Cependant, qui dit légitimité dit aussi souveraineté. On voit bien que dans la constitution *en société* se joue la question de la souveraineté. Il n'est de société que dans le cadre de territoire aux frontières connues et qui ne sont pas en permanence contestées. La souveraineté n'est donc pas seulement matérielle, elle est *aussi* symbolique. La construction de la légitimité de la domination, des mythes qui rendent possibles cette légitimation, et celle de la souveraineté sont ainsi très profondément liés. On peut donc affirmer que, des conditions de construction, de reconnaissance symbolique, de la souveraineté découle la construction de la légitimité, et ceci quel que soit le principe de cette dernière. C'est la légitimité qui, à son tour, assoit et fonde le principe de légalité, permettant de fonder en *justesse* ce qui le sera en *justice* ou en droit. La légitimité, pour pouvoir s'exprimer, implique la constitution d'un espace de souveraineté. Nous voici revenu à l'idée de Nation. Comme par

1. Godelier M., « Qu'est-ce qui fait une société? », *Sciences Humaines*, http://www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-qui-fait-une-societe_fr_15112.html.

hasard, elle s'est construite, tant matériellement qu'intellectuellement¹, dans le tumulte qui accompagna en Europe les *Grandes Découvertes*, et qui marque justement le début du processus de mondialisation. La mondialisation n'invalide pas la notion de souveraineté comme le montre Simone Goyard-Fabre : « *Que l'exercice de la souveraineté ne puisse se faire qu'au moyen d'organes différenciés, aux compétences spécifiques et travaillant indépendamment les uns des autres, n'implique rien quant à la nature de la puissance souveraine de l'État. Le pluralisme organique (...) ne divise pas l'essence ou la forme de l'État ; la souveraineté est une et indivisible²* ». L'argument prétendant fonder sur la limitation pratique de la souveraineté une limitation du principe de celle-ci est, quant au fond, d'une grande faiblesse. Les États n'ont pas prétendu pouvoir tout contrôler matériellement, même et y compris sur le territoire qui est le leur. Le despote le plus puissant et le plus absolu était sans effet devant l'orage ou la sécheresse. Il ne faut pas confondre les limites liées au domaine de la nature et la question des limites de la compétence du Souverain.

La mondialisation avance donc accompagnée de son double, la démondialisation. Chaque nouvelle avancée de l'extension du capitalisme est aussi inversement une avancée du processus d'affermissement des Nations. C'est d'ailleurs l'objet des derniers chapitres du livre de Gilles Ardinat. Son précis sur la mondialisation donne en réalité à voir tout autant le processus de démondialisation qui est simultanément à l'œuvre.

Jacques Sapir

1. Bodin J., *Les Six Livres de la République*, (1575), Librairie générale française, Paris, Le livre de poche, LP17, n° 4619. Classiques de la philosophie, 1993.

2. S. Goyard-Fabre, « Y a-t-il une crise de la souveraineté ? », in *Revue Internationale de Philosophie*, vol. 45, n° 4/1991, p. 459-498, p. 480-481.

LA MONDIALISATION, UN PHÉNOMÈNE PLURIEL

Chaque jour, la « mondialisation » est l'objet d'articles, de débats et de déclarations publiques. Il ne s'agit pas d'un simple mot à la mode, puisqu'il est omniprésent depuis au moins trois décennies. La « crise économique mondiale » est devenue le sujet de prédilection de nos élus. Les migrations interrogent les différentes « identités nationales ». La « globalisation » semble menacer certaines libertés. Chaque problème géopolitique trouve à l'ONU* une assemblée pour une discussion (et parfois une solution) « internationale ». Les « réseaux mondiaux », tels facebook ou twitter, semblent pouvoir défier certains régimes politiques (notamment de type dictatorial). Les différents événements politiques de notre époque apparaissent comme des conséquences directes de la mondialisation. Cette dimension mondiale est le plus souvent associée à des sujets polémiques et anxiogènes tels que la dette, l'immigration, les délocalisations, la désindustrialisation, le terrorisme, les pandémies, le chômage, les inégalités sociales, la perte de souveraineté, la domination des *lobbies** ou la dégradation de l'environnement. Cette liste rappelle que la mondialisation est principalement perçue comme **une source de problèmes plutôt qu'une opportunité**. En France, toutes les enquêtes d'opinion constatent cette perception négative. Dans un tel contexte, le mot mondialisation est logiquement l'**objet de toutes les passions**. Il est difficile, sur un sujet aussi polémique, de définir et d'expliquer clairement les tenants et les aboutissants des problèmes.

Cet ouvrage tente justement d'éclairer cette notion, devenue incontournable. Notre démarche s'efforcera d'éviter deux écueils fréquents lorsque l'on traite de la mondialisation. Premièrement,

ce livre ne parlera pas exclusivement d'économie. En effet, le thème de la mondialisation est souvent réduit à ses aspects commerciaux et financiers. Ce biais, nommé «*économicisme**», s'observe autant dans les milieux libéraux (où l'économie a traditionnellement une grande influence) que chez les altermondialistes* (influencés pour la plupart par le matérialisme* marxiste). La mondialisation est un processus géographique (leçon n° 1) qui englobe tous les aspects de la vie humaine. Ce constat justifie **une approche pluridisciplinaire** dans laquelle l'économie a une place importante, mais pas dominante. Ainsi, nous mentionnerons peu d'indicateurs économiques. Nous ne présenterons, volontairement, aucun tableau statistique d'ensemble comme cela est l'usage à propos de la mondialisation. Ces bases de données changent à une vitesse croissante, ce qui rend les chiffres très vite périmés. Bien au-delà des données boursières, de la conjoncture ou du PIB*, il s'agira de comprendre les idéologies et les logiques des acteurs de la mondialisation. Étudier les intentions et les stratégies permet de mieux comprendre ce processus qu'une accumulation d'indices et de ratios par définition volatiles.

Deuxièmement, cet ouvrage souhaite **présenter un large panel d'opinions contradictoires**. Traditionnellement, la mondialisation suscite des avis à la fois tranchés et caricaturaux : certaines institutions ou auteurs libéraux vantent sans détour le libre-échange* intégral, le multiculturalisme* et la généralisation des échanges ; à l'inverse, beaucoup d'altermondialistes rendent la mondialisation responsable de tous les maux de l'humanité. Cependant, le débat ne doit pas se résumer à une opposition binaire entre « la mondialisation heureuse » (Alain Minc) et « l'horreur économique » (Viviane Forrester). Il existe d'innombrables nuances et points de vue sur ces sujets. Notre objectif est donc d'opérer une certaine synthèse de ces points de vue : les tenants de la doctrine libérale* ont une conception particulière de la mondialisation (intégration par les marchés) qu'il faut expliquer et confronter aux multiples mouvements d'opposition. **Il n'y a pas un chemin unique pour la mondialisation, mais au contraire une multitude de projets antagonistes** : étatismes* des pays émergents